

DEPARTEMENT  
DE VAUCLUSE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRONDISSEMENT  
D'APT

MAIRIE  
DE  
**CADENET**

84160 Cadenet

Téléphone 04 90 68 13 26  
Télécopie 04 90 68 09 49

N° 015 / 2023

**ARRÊTÉ  
DE CIRCULATION  
PORTANT AUTORISATION POUR TRAVAUX  
RUE EMILE DUCARRE**

**Le Maire de CADENET,**

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles 2212-1 à 2212-5 ;

**VU**, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

**VU**, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

**VU**, le code de la voirie routière ;

**VU**, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

**CONSIDERANT** que l'entreprise **DURANCE LUBERON**, sise 109 avenue Jean Moulin, PERTUIS, doit effectuer des travaux de pose d'un branchement neuf d'eau potable sur la Rue EMILE DUCARRE pour le compte de Madame LEMAITRE ;

**CONSIDERANT** que les places et voies destinées à accueillir les travaux sont habituellement réservées au stationnement et à la circulation des véhicules ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

-----  
**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** **À compter du lundi 23 janvier 2023 jusqu'au lundi 06 mars 2023, pour 2 jours d'intervention :**

L'entreprise **DURANCE LUBERON**, est autorisée à effectuer des travaux de pose d'un branchement neuf d'eau potable sur la Rue EMILE DUCARRE pour le compte de Madame LEMAITRE ;

- La circulation est réglementée par une traversée de chaussée avec la mise en place de panneaux réglementaires.

**Article 2 :** Tout véhicule en infraction à l'article 1 sera considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

**Article 3 :** La signalisation du chantier sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par l'entrepreneur.

**Article 4** : Une remise en état du bitume, du béton et des trottoirs, est mise en place par l'entreprise.

**Article 5** : Toute dégradation sera à la charge de l'entrepreneur.

**Article 6** : Le présent arrêté sera affiché par les soins de l'entrepreneur à chaque extrémité du chantier.

**Article 7** : La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
- Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
- Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
- Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux.

En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8** : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 20 janvier 2023

**Le Maire,  
Jean-Marc BRABANT**

